

mesures que nous pouvons prendre à l'intérieur de nos frontières. La situation actuelle diffère beaucoup de ce qu'elle était en 1939, alors que nous avions des usines inactives et des centaines de milliers de chômeurs au pays. Lorsque nous avons lancé notre programme de réarmement au début de cette année, nos usines fonctionnaient à plein rendement et la main-d'œuvre était insuffisante. Ce réarmement explique en partie l'inflation qui existe dans le monde occidental.

On a reconnu ce fait lors de la conclusion du traité de l'Atlantique-Nord. Les députés se rappelleront que nous avons insisté pour que le pacte, en plus de renfermer des dispositions d'ordre militaire, comportât des clauses d'ordre économique prévoyant l'intégration de l'économie des nations collaboratrices. Nous nous sommes réjouis lorsque le Canada a formulé une telle proposition et, par la suite, on l'a insérée dans le traité. Je suis fier que nous en ayons fait la proposition. Or, l'alliance de l'Atlantique-Nord a reconnu la nécessité de cette intégration économique, si l'on veut, mais on n'a pas fait grand chose en ce sens. On a établi une conférence internationale des matières en vue de l'acquisition et de la répartition des matières d'importance stratégique dans le monde libre. Bien entendu, l'objet de cet organisme était de prévenir l'accumulation de stocks par une seule nation, mais malheureusement il n'a pas atteint ses objectifs.

M. Sinclair: Pas tous.

M. Coldwell: Pas entièrement mais dans une très large mesure. Nous nous sommes rendu compte de la gravité de ce problème après le début de l'affaire de Corée. Nous connaissons ou devrions connaître les conséquences de ce problème sur l'économie des nations de l'Europe occidentale, sur celle du Royaume-Uni et sur la nôtre. Ce sont surtout les États-Unis qui ont procédé à la constitution de stocks mais nous n'avons pas été innocents nous-mêmes. Les prix offerts et exigés aux États-Unis pour certaines matières de base se sont élevés au delà de toute limite ainsi que les prix de certains de nos produits comme le nickel et le papier-journal. Ceux qui dominaient le cartel de l'étain, les Anglais et les Hollandais, virent également leurs prix augmenter, en opposition au but même de l'article 2 du Pacte de l'Atlantique-Nord. Je déclare que nous devrions maintenant insister,—et je me réjouis de ce que le Canada a soulevé cette question à la récente réunion de l'OTAN,—pour que nos ressources soient exploitées selon des plans appropriés et pour que les nations du monde libre coopèrent plus étroitement entre elles sur le plan économique. Aucune nation, et pas même les États-Unis, ne peut se suffire à elle-même.

[M. Coldwell.]

J'allais faire observer à quel point les États-Unis ne se suffisent pas à eux-mêmes, mais je devrai m'en abstenir, faute de temps. Ce que je peux dire c'est que ce manque de coopération nuit à notre défense commune. C'est malheureux, car, à bien des égards, nous dépendons des États-Unis et les États-Unis dépendent de nous. Nous n'avons pas réussi à équilibrer, en quelque sorte, les achats de défense effectués entre nos deux pays. Une autre fois j'aurai quelque chose à dire là-dessus. J'aborderai également la question des accords commerciaux de Genève, ainsi que le geste unilatéral posé par les États-Unis en vue de restreindre les importations de fromage, geste que, je l'ai constaté avec plaisir, le député de Coast-Capilano (M. Sinclair) a relevé l'autre jour.

La solution des problèmes économiques que pose la conjoncture internationale exige une collaboration plus étroite au chapitre de la répartition des matières premières entre les pays démocratiques. Cela suppose, sur le plan national et international, une politique définie, un programme de mise en commun et, partant, une réglementation intelligente et démocratique. Je disais tantôt que d'aucuns s'opposent aux régies sous prétexte qu'elles constituent de l'ingérence dans l'entreprise privée. Toute loi constitue de l'ingérence dans les affaires privées de quelqu'un. En cette période de crise, nous avons le droit, ce me semble, de protéger nos gens et nous avons le droit indiscutable,—de fait l'obligation,—de nous associer à nos amis de l'Alliance de l'Atlantique-Nord en vue de protéger les économies du monde occidental.

En terminant, je répète une fois de plus que la question ne peut que nous préoccuper au plus haut point, quand nous savons dans quelle situation se trouvent actuellement certains pays d'Europe par suite de l'inflation. En France, les salaires traînent et le malaise est grave. Il est vrai, comme l'a fait observer le premier ministre (M. St-Laurent), que l'ouvrier anglais a fait preuve d'une réserve extraordinaire en n'insistant pas pour obtenir les augmentations de salaire qu'il aurait pu réclamer au cours de cette période. C'est tout à son honneur. On peut en dire autant de l'ouvrier d'ailleurs, mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'une telle situation se continue indéfiniment. La marche du progrès dépend, en définitive, de l'utilisation coopérative de nos ressources et du niveau de vie qui existe un peu partout, aussi bien que de la suppression de la pauvreté, du besoin et de la misère, partout où ils se trouvent. Donc, au nom de notre parti, je tiens à formuler, sur le plan international, les propositions muries que voici: